

pour vos colonnes, sans doute parce que vous voulez réserver la plus grande place pour le programme occulte que vous persistez à m'attribuer quoiqu'il soit sorti de votre imagination seule.

Je crois avoir suffisamment répondu à cet objet par mes déclarations bien nettes. On sait, j'ai prouvé, que je n'ai pas l'habitude de me cacher sous un masque.

Vous trouvez mon programme excellent et absolument conforme à ceux de tous les conseillers de France. Je prends acte de cette déclaration. Voilà qui est acquis, mais avec ce programme je n'aurais eu, suivant vous, qu'à emboîter le pas de mes collègues et à approuver tout ce qu'ils ont fait dans le sens des améliorations publiques indiquées par moi.

Voyons ce que j'ai fait au conseil municipal à l'égard des réflexions de l'Hôtel-de-Ville, j'ai provoqué la nomination d'une commission de surveillance qui a bien voulu m'honorer des fonctions de secrétaire. Cette commission a pu constater une partie des malversations et c'est encore sur mon initiative que l'administration a demandé des rapports à M. Leblan architecte de la ville, et à MM. Marteau, Sauvage et Mourcou, architectes de Lille. — C'est à la suite de ces rapports lus au conseil municipal qu'une somme de cent cinquante mille francs a été votée comme devant servir à la première partie des réflexions à faire immédiatement pour permettre l'achèvement des travaux en cours d'exécution. — Je crois en ceci avoir fait œuvre utile j'ai écrit que le public contribuait très-intéressé dans le projet de loi sur les prévisions monter à 300,000 francs, avait le droit d'être éclairé par la publication de ces rapports. Cette publication, je l'ai demandée — elle a été refusée. — Pourquoi?... la réponse est facile, je livre à l'appréciation de tous celle que j'ai faite moi-même.

La lumière établirait l'insuffisance ou l'excès de l'administration dans la construction de l'Hôtel-de-Ville.

Loins de moi la pensée de surprendre la confiance de personnes. — Les rapports se trouvant au registre des délibérations et tout électeur a le droit d'en prendre communication. C'est moins compromettant que la publication, je le reconnais, et ce n'est encore que sur mes réclamations instantes que ces rapports ont été transcrits dans un registre annexé.

A l'égard du clergé, je me suis opposé à des exemptions de droits d'octroi sur mobilier. J'ai réclamé, non pas sur le déplacement d'un confessionnal, mais sur le fait qu'il peut être, mais sur le paiement des carreaux de pavement de l'ancienne église de la Croix-Rouge, que le curé avait enlevés, sans autorisation, pour les placer dans un Patronage (propriété particulière) il donne en retour à la ville une somme assez importante, j'ai réclamé contre l'établissement d'une muraille érigée sur une partie du cimetière de la Croix-Rouge qui n'est pas la propriété de la Ville. Je me suis opposé à la proposition de construire dans un emprunt colossal une somme de 45,000 francs, je crois, pour les ravalements des façades des églises Saint-Christophe et Notre-Dame, attendu que les villes ne sont tenues de pourvoir à ces dépenses, mais à l'entretien. Les fabriciens étant tenus de pourvoir à tous les frais du culte sans exception. Je me suis opposé, pour la même raison, à une augmentation d'indemnité de logement aux desservants.

Je pourrais vous en dire plus long dans le même ordre d'idées, mais je veux consacrer la place que vous voudrez bien me consacrer.

Pour les enterrements civils. J'ai suivi, avec respect, le corps d'un brave homme que je connaissais. Vous m'avez appelé cela un enterrement civil. Vous prodiguez les épithètes grossières qu'un homme, qui a le respect de soi-même et des autres, répugne à reproduire, après avoir été, délicat, Monsieur, je crois que ce beau rôle n'est pas du côté de ceux qui n'ont pas le respect de la dignité humaine.

Pour le patronage Notre-Dame, le Préfet s'est prononcé sur les rapports d'une commission d'enquête institués par son arrêté du 20 mai 1880. La lumière est faite. Le rapport de cette commission est à la disposition de ceux qui pourraient avoir encore quelques doutes ou quelque curiosité (tiré à 2,000 exemplaires) et toutes vos allégations hasardées tombent devant l'évidence. Vous avez le droit de médire, mais vous savez que le temps permis est de 24 heures.

Pour la participation de M. Alexandre Dervaux, mon père, elle ne figure dans aucun document sérieux de la commission d'enquête. M. Vaast, se sert d'un nom honorable sans pouvoir atteindre la mémoire de mon père; il n'est pas si facile que cela de compromettre un honnête homme qui s'il a versé son argent dans la main de ce Monsieur, ne pouvait prévoir l'indigne emploi qu'il en ferait.

Cette réponse ayant un intérêt immédiat je compte que vous aurez l'honnêteté de l'insérer dans votre plus prochain numéro. J'ai l'honneur de vous saluer.

F. Dervaux, Conseiller Municipal.

Notre confrère fait suivre cette lettre des réflexions suivantes :

Voilà donc l'ensemble des moyens de défense de M. François Dervaux : des dénégations pures et simples, sans fondement, sans base solide, sans preuves, sans faits. Discussions les néanmoins. Qu'y découvrons-nous ?

En ce qui concerne la participation de M. Dervaux père, à l'établissement du patronage Notre-Dame, traité avec tant de rigueur et si indignement par M. Dervaux, fils, les articles qui ont été publiés, hier et avant-hier, dans la Gazette, donnent les éclaircissements les plus complets. M. Alexandre Dervaux n'a pas seulement facilité la construction de ce patronage, par son argent, mais il en a encore été l'organisateur. C'est lui, dit un témoin oculaire qui l'attestera au besoin, c'est lui qui a dirigé tous les travaux, tous les aménagements. Il affectionnait le patronage d'une manière toute particulière. Les arbres de la cour ont été disposés et plantés par ses ouvriers. Lors de l'inauguration, il était chargé seul de la décoration du petit théâtre, sur lequel il avait placé toutes ses fleurs. — Que devenaient donc devant de pareils faits dont toute la ville a été témoin, les assertions contraires de M. François Dervaux?... Nous n'insistons pas. La lumière que notre correspondant évoque dans tous les coins de sa lettre, est absolument faite. Elle éclaire la déplorable conduite d'un fils, déshonorant avec acharnement l'œuvre de son père, sous prétexte de nuire à la Religion. Toujours la haine des prêtres qui perce, toujours, toujours.

Notre correspondant ose encore revenir sur l'abominable enterrement civil dont

Tourcoing gardera longtemps la triste mémoire. Il parle du respect dû aux morts. Hélas ! quelle dérision ! On a chassé le prêtre des derniers moments d'un malheureux jeune homme, puis il est mort, puis on a entouré sa dépouille de quelques misérables venus on ne sait d'où, puis on a jeté dans une fosse au cimetière, puis on a prononcé sur cette fosse, un discours impie, sacrilège... et l'on appelle cela le respect de la dignité humaine !... M. François Dervaux en nous écrivant de pareilles bordées, se joue avec audace, de nous, de nos lecteurs, de la population de Tourcoing tout entière de la raison, des convenances, et de cette dignité humaine dont il parle.

L'opinion publique est renseignée, absolument renseignée, sur les questions précédentes au désavantage de M. François Dervaux. Il est inutile de nous y arrêter plus longtemps.

Venons à d'autres objets. M. François Dervaux voulant s'attirer les électeurs et capter leurs suffrages par des promesses et des raisons illusoires, se targue d'avoir toujours été le fidèle gardien des intérêts publics. Faut-il restaurer une façade d'église ? Jamais ! M. Dervaux est là pour jeter l'anathème sur les réparateurs. Doit-on employer des pierres inutilles pour paver la cour d'un patronage, où des milliers de jeunes ouvriers viennent se délasser le dimanche ! Horreur ! la démocratie de M. Dervaux le cède immédiatement à sa préthéorie. Que lui importe les ouvriers, quand sa haine religieuse est en jeu !...

Don Quichotte d'une nouvelle espèce, ce ne sont pas les moulins à vent qu'il combat, ce sont les murailles.

Non content d'avoir tourmenté, tracassé, harcelé le Conseil municipal, à propos d'une muraille du cimetière de Tourcoing, il s'en prend encore à la muraille de celui de la Croix-Rouge. Non content d'ébranler le patronage Notre-Dame, nouveau Samson invincible, il veut pratiquer de même avec celui de la Croix-Rouge. Toujours les patronages ! Toujours les cimetières !... En un mot, il se rue sur toutes les œuvres catholiques. Et comme il sait qu'à Tourcoing, les électeurs ont encore de la Religion, il les berne, en leur faisant accroire que ce n'est pas à la Religion qu'il s'attaque, mais aux intérêts publics lésés par elle.

Et voilà pourquoi M. François Dervaux nous importune de ses lettres.

Mais nous l'avons dit bien haut, et nous le répétons de toutes nos forces, notre correspondant a mis un masque pour se présenter à ses électeurs.

C'est la haine de la religion et de ceux qui la défendent qui le domine.

Il veut démolir toutes les institutions catholiques d'autres de notre ville.

Nous allons lui arracher ce masque.

M. François Dervaux si acharné aujourd'hui à se faire l'économie de la ville, parce qu'il veut être réélu, n'a pas toujours été si parcimonieux. Il fut un temps, non encore bien éloigné, où plein de sollicitude pour l'Hôtel-de-Ville qu'il vilipendait à cette heure, il invitait le conseil municipal à ne RIEN NEGLIGER pour son achèvement. D'où vient un tel retour ? Comment se fait-il que M. François Dervaux, d'ar Scicambre, brûle ce qu'il a adoré et adore ce qu'il a brûlé ? Nous l'ignorons ? Qui peut sonder les reins et le cœur d'un homme qui veut être maire de Tourcoing quand même ?

Mais venons au fait. Nous allons présenter à nos lecteurs les opinions de M. Dervaux en 1878 et en 1880 sur l'Hôtel-de-Ville. Jamais palinodie n'aura été si écriée.

1880 1878 (Lettre de M. Dervaux à la Gazette de Tourcoing, à la date du 24 mai 1880, à la veille des élections.) (Extrait du rapport présenté par M. Dervaux à propos de l'achèvement de l'Hôtel-de-Ville, séance du Conseil municipal, 28 mai.)

...Cessation des travaux inutiles et en particulier de l'Hôtel-de-Ville qui, à lui seul, dévorait une somme de 100,000 francs par an. C'est à l'achèvement de l'Hôtel-de-Ville que nous devons attribuer la cessation de ces dépenses. C'est à l'achèvement de l'Hôtel-de-Ville que nous devons attribuer la cessation de ces dépenses. C'est à l'achèvement de l'Hôtel-de-Ville que nous devons attribuer la cessation de ces dépenses.

...Cessation des travaux inutiles et en particulier de l'Hôtel-de-Ville qui, à lui seul, dévorait une somme de 100,000 francs par an. C'est à l'achèvement de l'Hôtel-de-Ville que nous devons attribuer la cessation de ces dépenses. C'est à l'achèvement de l'Hôtel-de-Ville que nous devons attribuer la cessation de ces dépenses. C'est à l'achèvement de l'Hôtel-de-Ville que nous devons attribuer la cessation de ces dépenses.

...Cessation des travaux inutiles et en particulier de l'Hôtel-de-Ville qui, à lui seul, dévorait une somme de 100,000 francs par an. C'est à l'achèvement de l'Hôtel-de-Ville que nous devons attribuer la cessation de ces dépenses. C'est à l'achèvement de l'Hôtel-de-Ville que nous devons attribuer la cessation de ces dépenses. C'est à l'achèvement de l'Hôtel-de-Ville que nous devons attribuer la cessation de ces dépenses.

...Cessation des travaux inutiles et en particulier de l'Hôtel-de-Ville qui, à lui seul, dévorait une somme de 100,000 francs par an. C'est à l'achèvement de l'Hôtel-de-Ville que nous devons attribuer la cessation de ces dépenses. C'est à l'achèvement de l'Hôtel-de-Ville que nous devons attribuer la cessation de ces dépenses. C'est à l'achèvement de l'Hôtel-de-Ville que nous devons attribuer la cessation de ces dépenses.

Aujourd'hui que devient cet Hôtel-de-Ville, pour lequel notre correspondant a demandé lui-même tant d'argent au Conseil municipal ? Il faut l'abandonner le raser peut-être.

Pourquoi ? Parce que M. Dervaux voulant prouver aux électeurs, tout le soulci qu'il prend aux intérêts publics, essaie de déguiser son ancienne prodigalité, par des déclarations contraires.

Mais les documents sont là. Nous venons de les dévoiler dans toute leur authenticité accablante.

Il n'y a plus de doute.

M. François Dervaux croit-il faire des dupes avec les électeurs tourquois, par sa modération relative. Au sein du Conseil municipal, il veut dépenser des sommes folles pour l'Hôtel-de-Ville ; devant ses commettants, il pose en homme soucieux de l'épargne communale, et il veut fermer le budget à ce même Hôtel-de-Ville !... Quelle révoltante palinodie !

Mais les électeurs sont prévenus !

Le masque est arraché !...

GUSTAVE BAUDELET.

## LILLE

Nous croyons utile de donner à nos lecteurs quelques-unes des proclamations des candidats au Conseil municipal de Lille, afin de leur exposer sur quel terrain se place la lutte électorale, en présence de la politique actuelle :

### Comité Libéral de Lille

Une importante réunion organisée par les soins de ce comité a eu lieu hier soir, à la retorderie Lemaire, rue Roland. Nous en donnons le compte-rendu plus loin.

On y a donné lecture du programme élaboré par le comité. Les applaudissements enthousiastes de l'assistance ont prouvé que les sympathies des électeurs étaient acquises aux hommes qui dans la seconde section ont entrepris de défendre la liberté de l'enseignement et de sauvegarder les intérêts trop longtemps négligés de la République. Les candidats Esquermes-Wazemmes.

Plusieurs discours prononcés par des électeurs de la section ont produit une vive impression et les assistants se sont séparés avec une pleine confiance dans la victoire des candidats du Comité libéral.

Aux électeurs de la 2<sup>e</sup> section : Esquermes, Vauban, Wazemmes et Cantelien.

### Électeurs.

Cédant aux instances d'un grand nombre d'entre vous, nous acceptons la candidature au Conseil municipal, avec la ferme volonté de réparer, par tous les moyens, l'oubli de l'enseignement de l'état d'abandon dans lequel nos quartiers ont été laissés depuis dix ans.

Candidats d'affaires avant tout, vous pouvez compter sur nos efforts pour obtenir les améliorations que nous permettrait de revendiquer l'importance du budget de la Ville.

Quant à la partie politique, qui doit entrer fort peu en ligne de compte dans la nomination de Conseillers municipaux, nous ne prévoyons l'engagement de nos adhérents à la Constitution et à notre programme en nous maintenant toujours sur le terrain de la République vraiment libérale.

Pour nous permettre d'atteindre ce but, il nous faut le concours des électeurs modérés de tous les partis.

Aussi, en sollicitant vos suffrages, nous ne ferons que ce que nous devons, sans exception, vous répondrez à notre appel.

Que le vote de dimanche soit bien l'expression de la volonté de la majorité !

V. PECCQUEUR, docteur.

GUYE PÉCQUEUR, marchand de bois.

LOUIS DE VAVAY, cordonnier.

ULMAR VILLETTE, fabr. de céreuse.

### RÉUNION ÉLECTORALE

Hier soir, à 8 heures, une réunion privée électorale très nombreuse a eu lieu à la retorderie Lemaire, rue Roland.

Il y a environ 8 à 900 électeurs au moins dans la salle. On y étouffe littéralement.

M. Lefort, médecin, président. Il a pour assesseurs MM. Richard et Desurmont. Les électeurs sont venus de toutes parties de la section.

En ouvrant la séance, M. Lefort les prononce le discours suivant :

Messieurs, Vous qui êtes venus ici pour nous appuyer ou nous combattre, amis ou ennemis, soyez les bienvenus. Nous vous saluons, nous vous remercions.

Il y avait à Athènes, dit-on, une loi qui punissait de mort, ceux qui, dans une émeute, ne prenaient pas parti pour l'un ou l'autre camp.

Sans être aussi sévères aujourd'hui, nous pouvons, après nos félicitations à ceux qui font leur devoir de citoyen, infliger un blâme sévère à ceux qui se désintéressent de la chose publique. Sorti d'innocentes politiques, ils mériteraient de se voir rayer des listes électorales, après avoir, un nombre de fois donné, manqué à leurs devoirs.

Avant de donner la parole à un orateur plus autorisé que moi, il est bon que je fasse la lumière sur le sens du discours que j'ai prononcé à notre dernière réunion. J'avais tenu à démontrer que la politique avait rien à faire dans un Conseil municipal ; que l'on ne devait pas sacrifier les intérêts d'une ville de 180,000 âmes à la question d'une voix pour le choix d'un électeur sénatorial. Puis, après avoir démontré l'infirmité du projet fédératif, j'ai pris en mains, franchement et loyalement, la défense de toutes les libertés, liberté religieuse comprise. Les journaux n'ont reproduit que cette partie de mon discours, qui en a été l'élément principal. Un républicain qui veut sauver, au nom de la liberté, le gouvernement de son choix qu'il voit conduire aux abîmes.

Nos gouvernants, en effet, incapables de donner au peuple les grandes améliorations sociales, qu'il était en droit d'attendre d'eux, ont trouvé un dérivatif. Ils ont fomenté la guerre religieuse, excité les haines, les kiosques furent remplis de gravures, pamphlets, brochures, journaux, etc., attaquant tout ce que le peuple respectait : la religion, la magistrature, la police elle-même, et les chefs de l'armée.

Un républicain croyant en Dieu, n'est plus qu'un suspect, il est frappé d'ostracisme. Moi-même, qui toute ma vie ai défendu la liberté et la République, l'on

me présente comme un ennemi, et le lendemain de notre dernière réunion, un de nos adversaires a eu l'héroïsme de m'envoyer la carte postale anonyme suivante :

« Depuis longtemps on a vu des camé-jéons rouges tournés au blanc, mais jamais dans un délai si court que celui qui s'est passé dans la dernière réunion électorale. Vous qui êtes offertes de santé et de décor de Médjidié à cause de vos campagnes en Turquie ou plutôt on ne sait d'où, vous n'avez jamais vu de résultat semblable au fait cité par vous. Conservez-le dans vos annales, je vous le conseille. »

« Un de vos admirateurs. »

Peut-on dire, Messieurs, l'homme qui détruit les chenilles de son jardin, soit un mauvais jardinier ? Eh bien, je ne suis pas donné d'autre mission que de détruire la République des parasites qui la rongent et compromettent son existence.

Je n'ai donc pas cessé d'être un bon républicain pour cela. On me dit : « Nous ne voulons pas de républicains qui aillent à la messe. » Nous autres, messieurs, nous accueillons les républicains qui n'y vont pas, à la condition toutefois, qu'ils y laissent aller les autres.

Nous quatre candidats, MM. Pecqueur, Villet, Conain et V. Pécquem, compétents pour la question municipale, ont pour programme politique la défense de la Constitution républicaine ; ils s'engagent à voter pour un sénateur républicain. Mais, de vote échangent tout en s'opposant aux mesures qui tendraient à violer la liberté des citoyens, aussi bien la liberté des libres-penseurs, que celle des protestants, juifs ou catholiques, car, messieurs, sans la liberté, la République n'est qu'un mot.

La parole est donnée à M. Pecqueur qui lit le programme que nous reproduisons ci-dessus.

Il se déclare prêt, ainsi que ses collègues en candidature, à répondre aux questions qu'on leur posera.

Un électeur demande que les candidats s'engagent à combattre l'édification du marché linier loin du quai Vauban. Les candidats s'engagent à protester.

Un autre électeur demande si les candidats accepteraient l'indemnité, si jamais elle était établie. Les candidats répondent que, si pareille chose arrivait, ils verseraient leur indemnité dans la caisse des pauvres. (Très bien !)

Un orateur prend la parole. Il recommande aux électeurs de voter comment vont les finances de la ville depuis dix ans.

Qu'avons-nous à demander à nos mandataires ? De veiller à nos intérêts moraux et à nos intérêts matériels.

Qu'il ne suffise plus, pour être candidat acclamé, de se dire ennemi des prêtres et des religieux : liberté pour tous. (Bravos prolongés.)

L'orateur passe en revue le budget de Lille. En quatre ans, les administrateurs ont augmenté de 1 million 600 mille francs. C'est là la cause de la gêne éprouvée par la classe ouvrière surtout.

Et les emprunts ? Nous en avons pour 39 millions ! On veut une ville de luxe : Vite ! on en veut la dépense.

Ah ! si les électeurs étaient consultés, cela irait tout autrement. Mais on procède plus doucement. Par des emprunts remboursables en annuités, plus ou moins espacées. On ne s'aperçoit de cette opération que quand il faut payer le service des intérêts.

Cet argent, d'où vient-il ? De votre poche. Vous payez lentement, mais sûrement. Vous payez par l'octroi, droits de place, de pesage, d'abattoir, etc. L'impôt porte sur tout ce que vous consommez de 1<sup>re</sup> nécessité. Et sur qui retombe la plus grande partie de cet impôt ? Sur la classe ouvrière (bravo), qui a plus de bouches à nourrir que toute autre classe. (Très vrai !)

La vie est ici plus chère que partout ailleurs. Voyez-en la cause dans l'impôt excessif de l'octroi chez nous. (Très bien.) Voyez aussi nos fabriciens, elles tendent à se construire maintenant hors des murs. De là diminution des revenus de la ville et l'arrêt de la population. De là la gêne.

Si, par impossible, nous arrivions en majorité au Conseil, évidemment nous ne pourrions rien les dettes contractées ; mais il faut au moins que nos candidats s'engagent à s'opposer de toutes leurs forces à l'aggravation du mal.

On aurait dû chercher à rattacher étroitement au centre les sections annexes. L'a-t-on fait ? Je vous le demande pour votre section. Que vous a-t-on donné ?

Ah ! s'il s'agissait de la rue du Sec-Arembaum... (On rit.)

On avait parlé d'améliorer le carrefour de la rue des Bouchers. C'était prévu dans les causes de l'emprunt. Eh bien ! on a emprunté, on a mangé l'argent et on a négligé les améliorations promises. (Très vrai !)

Quand il s'agit d'établir à Lille une Faculté de médecine, le rapport de M. Paul Bert, ancien préfet du Nord, médecin, professeur, rapporteur de la commission, se montra opposé au projet. La Chambre refusa.

Mais, voilà que l'Assemblée vote la liberté de l'enseignement. Une université libre se fonde ; Lille ne dépensera rien et en aura tout l'honneur et le profit. Vite ! le Conseil vote aussi la création d'une université à ses frais. Elle ne le pouvait pas la veille ; le lendemain, tout ce qu'avait dit M. Paul Bert, le radical, est changé. Lille contractera une nouvelle dette, dette énorme.

Sans compter les millions dépensés pour sa fondation, le budget de la ville paie 2,000 francs par chaque élève de la Faculté nouvelle. (Sensation.)

L'enseignement primaire est-il double ? Oui, il y avait des Frères, des Sœurs, des congréganistes enfin. On était libre de choisir les maitres qu'on voulait pour ses enfants. Cette liberté-là coûtait 65,000 francs de moins que l'oppression d'aujourd'hui ! (Très-bien ! bravo.)

Y avait-il nécessité à ce changement ? Mais les concours de 1883 démontrèrent que les élèves congréganistes ont 18 prix sur 25.

En 64,65, même proportion. Donc les Frères n'enseignent pas plus mal que d'autres. Vous le savez, je le sais aussi ; j'ai été leur élève, ajoute l'orateur. (Bravo !)

Au moins, les électeurs ont-ils donné mission à leurs délégués de fermer les écoles religieuses ?

Vous savez tous le contraire. Donc ce n'est pas pour relever les études, ni pour obéir aux électeurs qu'ils ont fermé les écoles congréganistes : c'est pour chasser Dieu. (Très vrai ! bravo.)

Voyez-vous maintenant où va votre argent ?

Et pour le pauvre, que fait-on ? on rogne la portion, si vous permettez cette expression. L'orateur n'en veut pour preuve que la suppression de la subvention aux Hospices. Est-ce là, oui ou non, rogner la portion ? (Très bien.) Ouh la suppression porte-t-elle ? sur l'Hôpital Général. C'est la vieillesse pauvre qui paie les frais de nos embellissements et de nos emprunts. (Bravos prolongés.)

Les secours dits d'hospice ont aussi été rognés. Il y en a eu 140, de moins comme il y a 300 lits de moins à l'Hôpital Général.

Les plaintes furent vives et il fallut rétablir ces secours au plus vite.

Mais les 300 lits... et la misère qui augmentent ?

Dans le programme des adversaires, le programme de la Fédération, il y a une foule de vœux qui ne regardent pas un conseil municipal.

Ces citoyens demandent des améliorations en même temps qu'ils suppriment toutes ressources. (Rires.)

Nos candidats, à nous, conserveront les impôts ; mais ils s'opposent à l'aggravation de nos charges et ils revendiqueront nos libertés perdues.

L'orateur propose, en terminant, d'acclamer les candidatures du Comité libéral. (Acclamations prolongées.)

LE PRÉSIDENT : Messieurs avant de nous séparer, je viens vous prier d'agréer auprès des indifférents dans votre entourage. Dites-leur bien que cette élection a une importance capitale. Le succès est assuré pour nous, mais je le désire éclatant. Il faut que le lendemain de votre vote, la France entière sache que dans une section considérée comme un faubourg, le peuple entier a protesté contre la politique exclusive et oppressive, qu'il a revendiqué sa liberté, à des gens qui l'étrouffaient en osant se donner comme les seuls vrais républicains.

La séance est levée à dix heures.

Nous avons vu rarement une réunion d'hommes plus étroitement groupés autour d'un programme. Pas un mot des orateurs qui ne fut compris et qui ne fit vibrer, pour ainsi dire, l'assemblée entière.

Voilà une initiative qui, espérons le, va s'étendre pour le plus grand bien de la cité.

### Comité de défense des libertés publiques.

Nous recevons communication des circulaires suivantes, que nous nous empressons de publier :

Électeurs,

Nous n'avons jamais désiré prendre part aux affaires publiques, mais dès l'instant que plusieurs d'entre nous nous persuadent que nous pouvons être utiles, pour notre faible part, à la grande cause de la conservation sociale, nous acceptons la responsabilité de cette candidature comme un devoir.

Libres, par conséquent, de toutes considérations personnelles, libres de tout préjugé politique, nous apporterons au Conseil municipal, si vous nous jugez dignes de vous y représenter, l'esprit de modération, l'entière bonne foi qui nous semblent la plus sûre garantie des délibérations sérieuses, quand il s'agit du bien de tous.

Nos qualités professionnelles vous assurent de notre compétence dans les questions d'affaires qui pourraient être discutées devant nous. Nous pouvons donc affirmer que tout ce qui sera fait au Conseil pour la prospérité véritable de notre chère ville de Lille, en sauvegardant dans son intégrité le principe de nos libertés publiques, trouvera toujours en nous de chaleureux partisans et des défenseurs dévoués.

Agrez, Messieurs les Électeurs, nos bien sincères salutations.

PAUL DELEMER, brasseur, Vice-président du Syndicat des Brasseurs du département du Nord.

JULES MAILLOT, industriel.

CHARLES ROUSSEL, notaire, Ancien capitaine de mobiles, chevalier de la Légion d'honneur.

Aux électeurs du canton Centre.

Nous voulons dégager le mandat de Conseiller municipal des préoccupations politiques qui ne peuvent que le dénaturer, en faisant perdre de vue son but unique, le soin des affaires communales. C'est à ce soin que nous considérons comme un devoir de nous consacrer tout-entier, en prenant pour guides la vérité, la justice et les réels intérêts de la population.

Nous voulons rester impartiaux vis-à-vis de tous, respecter la liberté de chacun et notamment celle du père de famille dans les questions relatives aux écoles. Nous voulons, autant que le comportent les fonctions de Conseiller municipal, l'amélioration du sort de l'ouvrier et la diminution de ses charges, non point par des mesures violentes et sans effets durables, mais par les moyens les plus propres à donner à tous la prospérité et la sécurité dans le travail.

Nous n'appliquerons les ressources communes qu'à des travaux utiles, à des institutions capables de servir le peuple et d'honorer la cité.

Par une administration sage, prudente et vraiment progressive, nous nous efforcerons de réduire l'impôt si lourd de l'octroi, en diminuant les dépenses et en exerçant sur la gestion financière un vigilant contrôle.

Tel est, au moins par ses lignes principales, le programme que nous essayons de réaliser dans des fonctions qui doivent rester gratuites en ne donnant pour toute récompense que l'estime pu-

blique et la conscience du devoir rempli. CHOISY-POIRIE, FERON-VRAUD, Abel GIRAUD.

### 8<sup>e</sup> Circonscription

Électeurs, Cédant aux instances d'un grand nombre d'entre vous, nous avons accepté la candidature au Conseil municipal ; soyez assurés que si vous nous honorez de vos suffrages nous ne manquerons pas à nos devoirs et nous aurons à cœur de défendre vos intérêts si souvent sacrifiés.

Ce que vous voulez de possible nous le voulons aussi. Depuis dix ans nos conseillers nous ont fait bien des promesses ; combien en ont-ils réalisées ?... nos quartiers restent toujours dans le même état d'insalubrité ; les droits d'octroi au lieu de diminuer ne font qu'augmenter ; nous voulons, nous, sauvegarder mieux vos intérêts et nous tiendrons nos promesses soyez-en convaincus.

Notre devise est Justice et Liberté pour tous. Électeurs, aux urnes, et pas d'absentéisme !

Lille, le 7 janvier 1881.

Th. BOITTAUX, FLEURY-VANSCOTTE, J. VANDERHAGEN, Frédéric CASTOR.

### BULLETIN DU JOUR

Le programme des élections municipales est défensif. Il ne vise pas les institutions établies, mais bien les abus, les excès qui sont commis en leur nom. Tant pis pour nos gouvernants actuels, si c'est faire acte d'opposition, que de vouloir faire prédominer la justice et la tolérance. L'ensemble de la politique suivie depuis trois années n'est rien moins que libéral. Les tendances du gouvernement et celles des hommes qui servent sa politique sont notoirement autoritaires ; elles tendent à faire du citoyen un esclave de l'Etat, et de l'Etat, c'est-à-dire de ceux qui gouvernent, les maîtres absolus de toutes choses. De quelque origine que procède un gouvernement, s'il est autoritaire, ses adversaires naturels sont les libéraux, c'est-à-dire, ceux qui ne reconnaissent à l'Etat que des droits individuels, par le respect des consciences, des croyances, des opinions ; par les droits mêmes de l'homme, sans distinction de majorité et de minorité. Nous plaçons les libertés individuelles au-dessus des libertés politiques. Sans les libertés individuelles, la liberté politique n'est qu'un leurre, une dangereuse illusion. Il nous faut donc, aujourd'hui, plus que jamais, des hommes pénétrés du véritable esprit libéral, lequel consiste à respecter le libre arbitre, les croyances, les droits de chacun et de tous.

Les élections faites dans l'esprit que nous venons d'indiquer exerceraient, cela est incontestable, la plus salutaire influence sur la marche des affaires publiques. Elles seraient, pour les gouvernants, un avertissement de nature à les retenir sur la voie des abus dans laquelle ils se sont engagés ; elles rendraient confiance aux esprits trop disposés à se décourager, et l'on verrait sans doute, à la suite de choix indépendants, l'élément conservateur prendre position, au Sénat, avec plus de fermeté, en face des prétentions du jacobinisme opportuniste et officiel. A cet égard, les prochaines élections sont d'une importance capitale et exceptionnelle ; bien des choses ont été faites, et beaucoup sont préparées, sur lesquelles il est bon